

Lâ??UE veut renforcer sa coopÃ©ration avec le gouvernement israÃ©lien raciste

Description

Par David Cronin, le 31 aoÃ»t 2023



> La Â« sÃ©curitÃ© Â» fait partie des domaines dans lesquels lâ??UE souhaite approfondir sa coopÃ©ration avec la coalition dirigÃ©e par Benjamin Netanyahu. (via Twitter)

Lâ??Union europÃ©enne a-t-elle capitulÃ© discrÃ¨tement face Ã Benjamin Netanyahu ?

En 2017, on a entendu Netanyahu dÃ©plorer le fait que lâ??UE mettait des Â« conditions politiques Â» Ã ses relations avec IsraÃ«l, qualifiant cette position de Â« cinglÃ© Â».

Six ans plus tard, lâ??Ã©lite bruxelloise affirme cependant que Â« notre amitiÃ© [avec IsraÃ«l] ne saurait Ãªtre soumise Ã aucune condition Â».

Câ??est du moins la position affirmÃ©e par Margaritis Schinas, vice-prÃ©sident de la Commission europÃ©enne, lors de sa visite Ã Tel Aviv en juin. Un document dâ??information prÃ©parÃ© pour son voyage montre clairement quâ??il prÃ©conise des relations plus Ã©troites avec lâ??actuelle coalition dirigÃ©e par Netanyahu, bien que celle-ci soit la plus Ã droite depuis la crÃ©ation dâ??IsraÃ«l.

Le document â?? â??â??obtenu en Ã©voquant la libertÃ© dâ??accÃ¨s Ã lâ??information â?? affirme que Â« nous pouvons renforcer encore notre coopÃ©ration Â».

Le domaine de la Â« sÃ©curitÃ© Â» figure parmi les domaines politiques dans lesquels cette coopÃ©ration peut Ãªtre approfondie.

Lâ??inclusion est significative.

Il y a quelques mois, les envoyÃ©s de lâ??UE Ã Tel Aviv ont annulÃ© une rÃ©ception Ã laquelle Itamar Ben-Gvir, le ministre israÃ©lien ouvertement raciste de la SÃ©curitÃ© nationale, souhaitait assister. Pourtant, le message envoyÃ© par Schinas Ã©tait bien que lâ??UE dÃ©sirait toujours des liens encore plus Ã©troits avec lâ??appareil israÃ©lien de Â« sÃ©curitÃ© Â».

Les principales conditions auxquelles sont soumises les relations UE-IsraÃ«l se trouvent dans un Â« accord dâ??association Â». Lâ??accord â?? entrÃ© en vigueur il y a plus de vingt ans â?? stipule que toutes les transactions Â« devront Ãªtre fondÃ©es sur le respect des droits de lâ??homme et des principes dÃ©mocratiques Â».

Il est Ã©vident depuis longtemps que lâ??UE nâ??est pas disposÃ©e Ã imposer ces conditions.

MalgrÃ© ses violations rÃ©guliÃ¨res des droits du peuple palestinien, IsraÃ«l a reÃ§u Ã plusieurs reprises le message que lâ??UE souhaitait renforcer leurs liens.

Le document â?? â??â??voir ci-dessous â?? prÃ©parÃ© pour le voyage de Schinas Ã Tel Aviv, donne une idÃ©e de la faÃ§on dont les relations entre lâ??UE et IsraÃ«l se sont rÃ©cemment rÃ©chauffÃ©es. Il dÃ©crit IsraÃ«l comme Â« un vÃ©ritable ami, un vÃ©ritable partenaire Â» pour lâ??UE, et Â« un alliÃ© sur des questions majeures allant de lâ??IA et de la technologie au changement climatique Â».

DÃ©mocratie?

IsraÃ«l nâ??a jamais Ã©tÃ© une dÃ©mocratie en ce qui concerne le peuple palestinien. Si lâ??actuel gouvernement rÃ©ussit Ã imposer sa politique, IsraÃ«l ne sera plus une vÃ©ritable dÃ©mocratie mÃªme pour ses citoyens juifs.

Le dispositif judiciaire israÃ©lien a toujours fait partie intÃ©grante du systÃ¨me dâ??apartheid. Se montrant hostile aux droits humains fondamentaux, la plus haute juridiction israÃ©lienne est allÃ©e jusquâ??Ã donner son aval Ã la torture de prisonniers palestiniens.

Le pouvoir judiciaire est nÃ©anmoins trop autonome au goÃ»t des politiciens israÃ©liens les plus extrÃ©mistes. Ils proposent dÃ©sormais une lÃ©gislation qui empÃªcherait la plus haute juridiction dâ??annuler des dÃ©cisions visant Ã intensifier lâ??oppression de la population palestinienne.

LÃ oÃ¹ elle devrait plutÃ´t rappeler Ã lâ??ordre les tribunaux qui soutiennent la torture, lâ??Union europÃ©enne recherche activement un accord de coopÃ©ration judiciaire avec IsraÃ«l.

Câ??est bien le message qui fut dÃ©livrÃ© par Ladislav Hamran, prÃ©sident dâ??Eurojust â?? lâ??agence europÃ©enne pour la coopÃ©ration en matiÃ¨re de justice pÃ©nale â?? lors dâ??une visite au Moyen-Orient en juillet.

Une note prÃ©paratoire pour son voyage indiquait quâ??IsraÃ«l avait exprimÃ©, lors de discussions tenues en novembre de lâ??annÃ©e derniÃ¨re, son intÃ©rÃªt pour la nÃ©gociation dâ??un partenariat avec Eurojust mais que Â« malheureusement, il nâ??y a eu aucun progrÃ¨s depuis Â».

Les responsables de lâ??UE Â« attendent toujours une manifestation formelle dâ??intÃ©rÃªt Â» dâ??IsraÃ«l via une lettre et la dÃ©signation dâ??une Ã©quipe de nÃ©gociation. La note dâ??information â?? voir ci-dessous â?? recommande Ã Hamran de souligner, dans ses conversations avec les reprÃ©sentants israÃ©liens, la volontÃ© de lâ??UE de Â« dÃ©marrer des nÃ©gociations dÃ¨s que possible Â».

Autocensure

Dans un article rÃ©cent, jâ??ai rÃ©vÃ©lÃ© que lâ??UE avait pour politique de sâ??abstenir de toute action susceptible dâ??offenser IsraÃ«l.

La note dâ??information destinÃ©e Ã Hamran suggÃ¨re que le personnel de lâ??UE, mÃªme dans ses discussions internes, nâ??Ã©voque IsraÃ«l quâ??avec la plus grande prudence.

La note fait rÃ©fÃ©rence Ã la rÃ©daction par des administratifs dâ??un accord distinct sur la coopÃ©ration policiÃ¨re entre lâ??UE et IsraÃ«l. Lâ??accord nâ??a pourtant pas Â« obtenu lâ??approbation Â» du Parlement europÃ©en et de certains gouvernements de lâ??UE Â« en raison de problÃ¨mes de territorialitÃ© Â».

De telles questions Â«sont susceptibles dâ??entraver la nÃ©gociation dâ??un accord de coopÃ©ration avec Eurojust Â», ajoute la note.

Les Â« questions de territorialitÃ© Â» concernent certaines propositions de cet accord de coopÃ©ration policiÃ¨re qui la verrait sâ??Ã©tendre aux territoires conquis par IsraÃ«l en juin 1967 â??

en dâ??autres termes, Ã des territoires sous occupation militaire.

Le projet dâ??accord de coopÃ©ration policiÃ¨re aurait permis Ã IsraÃ«l un accÃ¨s quasi illimitÃ© aux donnÃ©es obtenues par lâ??UE en Cisjordanie, y compris Ã JÃ©rusalem-Est, sur le plateau du Golan et Ã Gaza.

LÃ oÃ¹ il aurait pu dÃ©cliner les questions en termes clairs et simples, le personnel dâ??Eurojust, prÃ©parant la visite de Hamran, a, semble-t-il, ressenti le besoin de recourir aux euphÃ©mismes.

Une attitude Ã©vasive similaire est visible dans une note dâ??information prÃ©parÃ©e pour une rÃ©union entre Hamran et Akram al-Khatib, le procureur gÃ©nÃ©ral de lâ??AutoritÃ© palestinienne.

La note mentionne quâ??al-Khatib Ã©tait Â« fortement impliquÃ© dans lâ??enquÃªte sur la mort de la journaliste chevronnÃ©e Shireen Abu Akleh Â».

Tout en reconnaissant quâ??Abu Akleh fut Â« abattue alors quâ??elle faisait un reportage sur un raid dans le camp de JÃ©nine Â», la note ne prÃ©cise pas explicitement quâ??elle fut tuÃ©e par des soldats israÃ©liens.

MÃªme sâ??il nâ??existe aucun doute lÃ -dessus, les responsables europÃ©ens se sont autocensurÃ©s. Dire la simple vÃ©ritÃ© devient apparemment tabou.

La note dâ??informationTÃ©lÃ©charger

David Cronin *est rÃ©dacteur adjoint de The Electronic Intifada. Ses livres incluent* **:** *Balfourâ??s Shadow: A Century of British Support for Zionism and Israel and Europeâ??s Alliance with Israel: Aiding the Occupation.*

Source : The Electronic Intifada

Traduction BM pour lâ??Agence mÃ©dia Palestine

Tags

1. collaboration
2. coopÃ©ration
3. extrÃªme-droite
4. fascisme
5. fasciste
6. gouvernement
7. rÃ©gime
8. UE
9. Union EuropÃ©enne

date crÃ©Ã©e
2023/09/01